



NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE

T/PET.4 et 5/L.17
5 novembre 1957

ORIGINAL : FRANCAIS

QUATRE MILLE HUIT CENT QUARANTE PETITIONS CONCERNANT DES PROBLEMES
D'ORDRE GENERAL AU CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE ET AU
CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuées conformément au paragraphe 4 de l'annexe à la résolution 1713 (XX))

1. Le Secrétaire général a reçu, depuis le début de la douzième session de l'Assemblée générale, 4.840 communications traitant de problèmes généraux relatifs au Cameroun sous administration britannique et au Cameroun sous administration française, ainsi qu'à l'avenir de ces deux Territoires sous tutelle.
2. Ces communications sont adressées diversement au Président de la douzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, au Président de la Quatrième Commission de l'Assemblée générale, aux membres de l'Assemblée générale ou de la Quatrième Commission, au Président du Conseil de tutelle ou au Secrétaire général des Nations Unies. Elles émanent de particuliers, de notables, de chefs traditionnels, de la population de tel ou tel village (831 communications); de membres de "UN Kamerun", de divers comités de base, comités centraux ou sections centrales de cette organisation (3.382 communications); de l'Union des populations du Cameroun, de l'Union démocratique des femmes camerounaises, de la Jeunesse démocratique du Cameroun, ou encore de divers comités locaux, comités centraux de base ou comités exécutifs sous maquis de ces trois mouvements dissous (627 communications).
3. Ces communications se présentent sous forme de "rapport", de "résolution", de "motion", de "mémoire", de "pétition de protestation", de pétition personnelle ou de pétition familiale; 183 ont été envoyées sous forme de câblogramme.
4. A quelques exceptions près, elles ont toutes été expédiées par avion et sous pli recommandé, pendant la période allant de la mi-juin à la fin octobre 1957, du Cameroun sous administration britannique. Un très petit nombre d'entre elles ont été postées au Cameroun sous administration française, et trois l'ont été

de la Nigeria. Beaucoup de ces communications portent la mention "sous maquis"; d'autres indiquent des localités situées au Cameroun sous administration britannique ou dans la partie sud-est du Cameroun sous administration française. Le tiers environ de ces communications sont parvenues au Secrétariat dans de grandes enveloppes de papier bulle contenant chacune de vingt à trente pétitions ou plus.

5. Les cinq sixièmes environ de ces communications consistent en formules dactylographiées ou manuscrites et reproduites en plusieurs exemplaires, où l'on avait laissé des blancs pour pouvoir y inscrire des noms de groupes de villages ou de quartiers auxquels on a ajouté des noms et des signatures. La très grande majorité de ces communications ont été expédiées par des particuliers; une soixantaine seulement sont accompagnées de listes de noms et de signatures variant de trois à 342 signatures. Une autre centaine environ émanent de particuliers qui représentent des familles comptant parfois une cinquantaine de personnes ou qui disent parler au nom de groupes se chiffrant à plus d'un millier de personnes. Plus de la moitié de ces communications ne portent pas de signatures à proprement parler, mais sont simplement paraphées ou portent une empreinte digitale. Dans une douzaine de cas, des photographies d'individus ou de groupes de personnes accompagnent les communications.

6. Les questions précises soulevées dans ces communications sont groupées ci-dessous sous des rubriques appropriées, conformément au paragraphe 4 de l'annexe à la résolution 1713 (XX). Etant donné, toutefois, le très grand nombre de ces communications, il n'a pas été jugé possible, pour des raisons d'ordre administratif, d'indiquer le nom des auteurs, ainsi que les dates et lieux d'origine de chacune de ces communications, comme il est prescrit à ce même paragraphe de la résolution précitée.

A. Questions relatives à la politique suivie par
les Autorités administrantes depuis mai 1955

1. Au Cameroun sous administration britannique

a) Protestation contre la dissolution "arbitraire" de l'Union des populations du Cameroun, de l'Union démocratique des femmes camerounaises et de la Jeunesse

démocratique du Cameroun le 3 juin 1957 par l'Autorité administrante^{1/} "sous prétexte que l'Union des populations du Cameroun, après les élections de mars 1957, allait recourir à la violence pour atteindre ses buts politiques";

b) Demande relative à l'abrogation du décret de dissolution du 3 juin 1957 et à la reprise du fonctionnement normal de ces trois mouvements dissous;

c) Protestation contre l'arrestation des treize dirigeants et responsables de ces mouvements nationalistes dans la nuit du 2 au 3 juin, avant même la publication du décret de dissolution, et contre leur déportation, avec deux enfants en bas âge, au Soudan, par l'Autorité administrante le 29 juin 1957;

d) Demande relative à l'intervention des Nations Unies en vue d'obtenir le rapatriement de tous les dirigeants politiques déportés au Soudan;

e) Protestation contre la séquestration le 3 juin 1957 du matériel et des fonds desdits mouvements par l'Autorité administrante et demande de restitution intégrale, avec dommages-intérêts, de ces biens "populaires" ainsi confisqués;

f) Protestation contre les incidents précis suivants : enlèvement du drapeau des Nations Unies lors du pillage des biens de l'Union des populations du Cameroun à Bamenda le 3 juin 1957; incendie du bureau de l'Union des populations du Cameroun à Bamenda le 4 août 1956^{2/} et à Santa le 12 décembre 1956^{2/};

2. Au Cameroun sous administration française

a) Requête relative à l'abrogation du décret portant dissolution des trois organisations nationalistes en date du 13 juillet 1955 et à la reconstitution légale desdites organisations;

b) Protestation relative aux mandats d'arrêt contre les chefs nationalistes à la suite des incidents de mai 1955 et demande d'annulation de ces mandats;

c) Demande relative à la libération et au rapatriement des détenus politiques et chefs nationalistes avant toute solution du problème camerounais (une communication proteste contre la déportation de détenus politiques de Douala à Brazzaville les 30 juin et 7 octobre 1957);

^{1/} Le texte du décret de dissolution a été reproduit sous la cote T/PET.4/144.

^{2/} T/PET.4/142.

^{3/} T/PET.4/117 et Add.1.

d) Demande d'une amnistie totale et inconditionnelle pour "toutes les victimes de la répression de mai 1955 et des troubles de décembre 1956";

e) Protestation contre les mesures répressives qui auraient été prises depuis mai 1955 contre les habitants indigènes, et qui se seraient intensifiées depuis décembre 1956 : déclenchement d'opérations militaires et "guerre d'extermination incessante" dans la Sanaga-Maritime, en région Bamiléké, notamment dans le village de Baham, "devenu un véritable camp militaire et désert aride", dans les chefferies de Babouato et de Bahouang, et dans la région du Mungo, notamment à Mantem; "journées menaçantes et douloureuses" de juin 1957; menace des armes, fusillades, emprisonnements, pillages, séquestration de matériel appartenant aux populations, tortures, massacres, déprédations, incendies volontaires des locaux des mouvements nationalistes et du personnel militant, perquisitions, destruction des cases et dévastation des plantations par les troupes militaires françaises;

f) Protestation contre le "climat d'intimidation" créé par l'Autorité administrante; contre la destitution des fonctionnaires africains, le licenciement des élèves et la suppression des bourses d'étudiants camerounais en France;

g) Protestation contre la suscitation des oppositions africaines soulevant la guerre tribale; l'utilisation par certains chefs locaux, à des fins de vengeance personnelle, des "pouvoirs exceptionnels" dont l'Administration les a dotés; le démembrement arbitraire des tribus et leur partage entre des "chefs valets"; le détronement et l'arrestation des chefs traditionnels;

h) Protestation contre les incidents précis suivants : fusillade d'Irénée Taffo et de sa femme enceinte^{4/}; perquisition effectuée au domicile de Sipoufo Kamga Gaspard le 2 juin 1957^{5/}; remise de cartes électorales à Toche Martin et à Joseph Tomo par le chef de la région Bamoun le 19 juin 1957 "pour voter le candidat administratif" dans la région Bamiléké^{6/}; agissements du chef Nembot à Balengsap^{7/}; arrestation et détronement de Pierre Neyim, chef du village de Baham, et demande de réintégration dans ses fonctions de chef traditionnel^{8/}; emprisonnement "non motivé" d'Isaac Tchoumba^{9/};

4/ T/PET.4/126-129.

5/ T/PET.5/1286.

6/ T/PET.5/1287.

7/ T/PET.5/1290 et 1291.

8/ T/PET.5/1029.

9/ T/PET.4 et 5/9.

- i) Demande relative à l'envoi d'une force de police internationale pour s'assurer de ce qui se passe en région Bamiléké et dans la Sanaga-Maritime;
- j) Protestation contre les restrictions imposées à la circulation des nationalistes et contre le refus de passeports aux chefs nationalistes à destination des Nations Unies;
- k) Protestation contre la suppression des journaux progressistes et demande relative à la liberté de presse et à la liberté de réunion, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme;
- l) Protestation contre le fait que "l'Autorité administrante empêche les Camerounais d'envoyer des pétitions aux Nations Unies sous quelque forme que ce soit".

B. Questions relatives à l'avenir politique des deux Territoires

1. Au Cameroun sous administration britannique

- a) Protestation contre l'organisation d'élections "truquées" et "non démocratiques" dans le Sud Cameroun le 15 mars 1957;
- b) Protestation contre la politique ouverte d'intégration du Cameroun sous administration britannique dans la Fédération de la Nigeria;
- c) Protestation contre le "caractère de solidarité coloniale" de l'Autorité administrante à l'occasion de la dissolution des mouvements nationalistes et demande de cessation du "pacte de complots" entre les deux Puissances administrantes;
- d) Protestation contre la nomination de M. Endeley comme Premier Ministre;

2. Au Cameroun sous administration française

- a) Protestation contre l'organisation d'élections "fantoques", portant sur la loi-cadre, en juin et en décembre 1956;
- b) Condamnation de la loi-cadre, du statut actuel et de la "soi-disant" Assemblée législative camerounaise;
- c) Protestation contre les nouvelles réformes, présentées au titre de la loi-cadre, qui "ouvrent la voie à la prostitution politique et à la course aux postes de commande par les valets colonialistes et qui ne sont qu'un moyen d'implanter définitivement le colonialisme";
- d) Refus de se soumettre au "sort" du Togo et d'être ainsi "obliquement" intégré dans l'Union française;

/...

e) Protestation contre la présence de troupes dans le Territoire, notamment contre l'arrivée de renforts depuis le 11 septembre 1957, et demande relative au retrait immédiat de ces troupes;

f) Demande relative au rétablissement immédiat de la vie politique normale dans le Territoire;

g) Demande d'un référendum populaire ou d'un plébiscite sous la surveillance des Nations Unies, et affirmation que le refus des Nations Unies d'intervenir en envoyant une mission d'enquête pour organiser cette consultation populaire constituerait une violation flagrante de la Charte;

h) Demande tendant à nommer un Haut Commissaire des Nations Unies pour veiller au rétablissement du calme au Cameroun et pour procéder à l'organisation d'élections générales libres sur la question de l'unification et de l'indépendance immédiates;

i) Demande tendant à la dissolution de l'Assemblée législative camerounaise actuelle et à la constitution d'une assemblée législative au suffrage universel et au collège unique, avec la participation de tous les partis politiques;

j) Protestation contre "la nomination par le Gouvernement français" de M. Mbida, Premier Ministre actuel;

3. Questions communes aux deux Territoires

a) Protestation contre le mépris du droit international par les Autorités administrantes, contre leur irrévérence totale et leur violation de la Charte des Nations Unies, des Accords de tutelle, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et demande que les dispositions internationales et les résolutions de l'Assemblée générale sur la situation politique dans les deux Territoires soient respectées;

b) Protestation contre le silence "complice" gardé par les Nations Unies depuis le mois de mai 1955 vis à vis des revendications nationales camerounaises;

c) Protestation contre la division du pays en régions "qui empêche les éléments de la population d'être en contact";

d) Appui donné au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes;

e) Appui donné à la Proclamation Commune du 22 avril 1955 qui préconise l'unification et l'indépendance, ainsi qu'au "manifeste" adopté par l'Union nationale le 9 juin 1956 (quelques pétitionnaires déclarent qu'il n'est point

/...

besoin pour les Nations Unies de consulter le peuple camerounais sur la question de la réunification, étant donné que le pays a été partagé arbitrairement autrefois sans qu'on lui demande son avis);

f) Demande relative à la cessation du régime de tutelle et à la proclamation, au cours de la douzième session de l'Assemblée générale, d'un Etat camerounais unifié, indépendant et souverain (ou, alternativement, demande tendant à ce que la douzième session de l'Assemblée générale fixe le délai dans lequel le Cameroun atteindra son autonomie ou son indépendance);

g) Demande relative à la tenue immédiate d'une conférence pour un échange de vues sur un pied d'entière égalité entre les représentants du jeune Etat camerounais, dont les pétitionnaires souhaitent la création, et les représentants de la France et du Royaume-Uni;

h) Protestation contre le rapport de la Mission de visite des Nations Unies au Cameroun en 1955;

i) Demande en faveur de l'audition des représentants nationalistes par la Quatrième Commission de l'Assemblée générale à sa douzième session et tendant à appuyer les mandats des "patriotes déportés" et de la "délégation populaire de UN Kamerun", notamment de Félix R. Moumié et de Ndeh Ntumazah;

j) Protestation contre la présence à la douzième session de l'Assemblée générale de certains "agents corrompus de l'Administration" (une pétition proteste contre la présence du délégué de UN Kamerun);

k) Condamnation du "nouveau parti politique qui prétend remplacer les trois mouvements nationalistes dissous".

C. Autres questions

relatives au Cameroun sous administration française

a) Plainte relative à la discrimination raciale dans les hôpitaux et dans les écoles;

b) Plainte relative à la condition de la femme;

c) Protestation contre le travail forcé des femmes et des enfants âgés de 10 ans à 13 ans;

d) Demande relative à l'attribution de bourses internationales aux étudiants camerounais "qui ne peuvent les solliciter eux-mêmes en raison des mesures répressives prises par l'Administration";

e) Demande tendant à ce qu'un plus grand nombre de postes dans l'administration civile du Territoire soient confiés à des ressortissants camerounais;

f) Protestation contre le bas niveau des traitements payés aux fonctionnaires camerounais, à l'exception de ceux "qui soutiennent le régime actuel";

g) Protestation contre l'existence des barrières douanières;

h) Protestation contre les prix des produits agricoles;

i) Protestation contre les impôts et les frais de licence;

j) Protestation contre l'inscription obligatoire des mariages et des naissances;

k) Protestation contre l'activité politique des prêtres catholiques;

l) Protestation contre l'association des pays et territoires d'outre-mer au traité instituant la Communauté économique européenne;

m) Protestation contre l'importance accordée aux déclarations des représentants spéciaux au Conseil de tutelle face aux réclamations des pétitionnaires camerounais;

2. relatives aux deux Territoires

Protestations contre l'insuffisance du développement économique, social et culturel, notamment dans le domaine de la construction de routes, d'écoles et d'hôpitaux.
